



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION BGE HAUTS DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 4, rue des Buisses
59800 LILLE

SIREN : 392 297 271

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION BGE HAUTS DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 4, rue des Buisses

59800 LILLE

SIREN : 392 297 271

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'**Association BGE HAUTS DE FRANCE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **BGE HAUTS DE FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'application anticipée du règlement de modernisation des états financiers ANC 2022-06 du 4 novembre 2022.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 15 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Signé par
BRICE ROGIR
Signature numérique de : BRICE ROGIR
Date : 15-05-2024 16:15
Lieu :
65666363663032352d61...

Brice ROGIR

Bilan actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
Frais d'établissement				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences,marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	200 951	195 383	5 568	13 183
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	27 500		27 500	27 500
Constructions	277 901	127 514	150 387	158 070
Installations techniques, matériels et outillages industriels	113 242	92 763	20 478	31 892
Autres immobilisations corporelles	969 181	646 955	322 227	366 418
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	291 600		291 600	291 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	9 219		9 219	9 219
Prêts	305 380		305 380	271 945
Autres immobilisations financières	165 255		165 255	164 153
Total I	2 360 229	1 062 615	1 297 614	1 333 380
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 350 105		4 350 105	4 843 800
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	9 323		9 323	22 186
Charges constatées d'avance	81 637		81 637	86 323
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons obtenus				
Disponibilités	1 472 687		1 472 687	2 000 544
Total II	5 913 752	0	5 913 752	6 952 853
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	8 273 981	1 062 615	7 211 366	8 286 233

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		-
Fonds propres complémentaires	10 062	10 062
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		-
Fonds propres complémentaires		-
Ecart de réévaluation		-
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		-
Réserves pour projet de l'entité	5 740 313	5 740 313
Autres	153 247	153 247
Report à nouveau		-
Excédent ou déficit de l'exercice	- 841 331	-
SITUATION NETTE	5 062 291	5 903 622
Fonds propres consommables		-
Subventions d'investissement		-
Provisions réglementées		-
Total I	5 062 291	5 903 622
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	-	-
Total II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	32 336	25 041
Provisions pour charges	-	-
Total III	32 336	25 041
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 139	34 487
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	208 170	280 098
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 616 432	1 824 664
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 233
Autres dettes		1 500
Produits constatés d'avance	272 998	211 589
Total IV (1)	2 116 739	2 357 570
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 211 366	8 286 233
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	2 115 475	2 357 570
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	2 745,00	3 031,00
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	250	1 050
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	3 738 337	3 631 362
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 624 233	6 335 557
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	25 041	263 008
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	13 474	36 390
Total I	9 401 334	10 267 368
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	1 676 102	1 726 377
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	633 312	548 491
Salaires	5 418 845	5 190 210
Cotisations sociales	2 283 742	2 532 016
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	95 725	120 190
Dotations aux provisions	32 336	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	97 264	148 829
Total II	10 237 326	10 266 114
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-835 992	1 254
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	698	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 039	846
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	1 737	846
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 068	1 908
Différences négatives de change	9	
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	7 077	1 908
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-5 340	-1 062

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-841 331	192
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		192
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	-192
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V+IX)	9 403 072	10 268 214
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	10 244 403	10 268 214
EXCEDENT OU DEFICIT	-841 331	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	
Prestations en nature		
Bénévolat		0
TOTAL	0	0
	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

Annexe au Bilan

BGE Hauts de France a pour principaux financeurs le Conseil régional Hauts-de-France et le FEDER. Certaines des actions bénéficient également du soutien de l'Etat, du Conseil départemental du Nord, du FSE, des nombreuses communautés d'agglomération, communautés de communes où sont implantés les antennes.

BGE Hauts de France travail en collaboration avec les acteurs de l'emploi, en particulier Pôle Emploi, l'Agefiph, CAP emploi, les missions locales. En tant qu'organisme de formation reconnu, BGE HdF intervient en lien avec les OPCO et les FAF (Fongecif, Agefos Pme, Opcalia, Fafsea, Uniformation, Unifaf, Agefice, FAFTT.).

Les informations complémentaires sont disponibles sur le site BGE Hauts de France : www.bge-hautsdefrance.fr <<http://www.bge-hautsdefrance.fr>>

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **7 211 366** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **9 403 072** euros
 - un total charges de **10 244 403** euros
 - dégage un résultat de **-841 331** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2023**
- finit le **31/12/2023**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **ASS BGE Hauts de France** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 211 366** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **9 403 072** euros et un total **charges** de **10 244 403** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-841 331** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions résultant des règlements ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 et du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode comptable au titre de l'exercice

L'association a décidé d'anticiper, au titre de l'exercice 2023, le règlement ANC 2022-06 qui a redéfinit le résultat exceptionnel, supprimé les transferts de charges et modifié le plan comptable.

Cette modification constitue un changement de méthode comptable.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Règles et Méthodes Comptables

- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour les immobilisations décomposables et en fonction de la durée de vie d'usage pour les immobilisations non décomposables.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Constructions - Linéaire - 40 ans
Agencements et aménagements - Linéaire - 4 à 10 ans
Logiciels - Linéaire - 2 à 10 ans
Matériels pédagogiques - Linéaire - 4 à 7 ans
Matériel de transport - Linéaire - 5 ans
Matériel de bureau et inform. - Linéaire - 3 à 10 ans
Mobilier - Linéaire - 5 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	200 951					200 951
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 951					200 951
CORPORELLES	Terrains	27 500					27 500
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	277 901					277 901
	Instal technique, matériel outillage industriels	113 242					113 242
	Instal., agencement, aménagement divers	556 617		4 336		14 352	546 602
	Matériel de transport	9 900					9 900
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	411 665		27 582		26 567	412 680
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 396 825		31 918		40 919	1 387 824
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	291 000		600			291 600
	Autres titres immobilisés	9 219					9 219
	Prêts et autres immobilisations financières	436 098		37 672		3 135	470 635
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	736 317		38 272		3 135	771 454
TOTAL		2 334 093		70 190		44 053	2 360 229

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	187 768	7 615		195 383
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	187 768	7 615		195 383
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	119 832	7 683		127 514
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	81 350	11 414		92 763
	Autres instal., agencement, aménagement divers	284 446	40 517	7 256	317 707
	Matériel de transport	9 900			9 900
	Matériel de bureau, mobilier	317 418	28 496	26 567	319 348
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		812 945	88 110	33 822	867 232
TOTAL		1 000 713	95 725	33 822	1 062 615

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	25 041	32 336	25 041	32 336
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 041	32 336	25 041	32 336
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	25 041	32 336	25 041	32 336
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			32 336	25 041	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	305 380		305 380
	Autres immobilisations financières	165 255		165 255
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	4 350 105	4 350 105	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	7 504	7 504	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 819	1 819	
	Charges constatées d'avance	81 637	81 637	
TOTAL DES CREANCES		4 911 700	4 441 065	470 635
Prêts accordés en cours d'exercice		33 435		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 745	2 745		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	16 393	15 130	1 264	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	208 170	208 170		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	800 685	800 685		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	738 446	738 446		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	77 301	77 301		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	272 998	272 998		
TOTAL DES DETTES		2 116 739	2 115 475	1 264	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		15 062			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	10 062				10 062
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	5 740 313				5 740 313
Autres réserves	153 247				153 247
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice				841 331	(841 331)
Situation nette	5 903 622			841 331	5 062 291
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	5 903 622			841 331	5 062 291

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		81 637	81 637
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			81 637

--

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		272 998	272 998
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			272 998

--

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		

Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Annexe libre

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Une actualisation au 31/12/2023 des engagements de retraite a été réalisée indiquant une dette actuarielle d'un montant de 183 312 €.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Informations générales complémentaires

Respect des critères de l'agrément "Entreprise solidaire d'utilité sociale" :

- BGE Hauts de France appartient à l'économie sociale et solidaire en tant qu'association exerçant une activité économique au sens de l'article 1er de la loi relative à l'ESS,
- La recherche d'utilité sociale a un impact significatif sur le compte de résultat : les charges d'exploitation liées aux activités participant à la recherche de l'utilité sociale représentent au moins 66 % de l'ensemble des charges d'exploitation du compte de résultat de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos de l'entreprise,
- La somme moyenne versée, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux payés n'excède pas sur une année et pour un temps complet sept fois la rémunération annuelle d'un salarié au smic ou au salaire minimum de branche si ce dernier est plus élevé,
- La somme moyenne versée, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux payé n'excède pas dix fois la rémunération annuelle d'un salarié au smic ou au salaire minimum de branche si ce dernier est plus élevé,
- BGE Hauts de France n'a pas de titres en capital.

Valorisation des contributions volontaires

BGE Hauts de France s'appuie sur des bénévoles dans le cadre de ses conseils de territoire et conseils d'administration. Ils représentent l'enracinement local de BGE Hauts de France. Les bénévoles peuvent être amenés à venir en appui d'événements (tels que jurys de certification, témoignages.) et à participer aux rencontres d'échanges organisées localement.

Le montant des contributions dans ce cadre n'a pas un caractère significatif et n'impacte pas directement le fonctionnement de l'association.

Rémunérations des dirigeants

Le total des rémunérations allouées aux membres des organes de direction s'élève à 241 704,60 € pour l'exercice 2023.

TABLEAU I : RESSOURCES DE L'ORGANISME

ORIGINE DES FONDS	MONTANTS 2022		MONTANTS 2023	
	en K€	en %	en K€	en %

I - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS				
ENTREPRISES	554	7,15%	464	6,47%
ETAT		0%		0%
COLLECTIVITES LOCALES	0	0%	0	0%
ETABLISSEMENTS PUBLICS		0%		0%
ENTREPRISES via				
*FONGECIF / OPCA	637	8,21%	638	8,88%
*OMA	0	0%	0	0%
*FAF	0	0%	0	0%
PARTICULIERS	1	0,01%	0	0,00%
SOUS-TOTAL I	1192	15,37%	1102	15,35%

II - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
INSTANCES EUROPEENNES	3100	40,00%	2462	34,28%
ETAT	10	0,13%	3	0,04%
REGIONS	1969	25,41%	1964	27,35%
AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	496	6,40%	523	7,28%
SOUS-TOTAL II	5576	71,94%	4953	68,96%

III - AUTRES				
AUTRES ORGANISMES DE FORMATION				
AUTRES RESSOURCES	983	12,68%	1127	15,69%
SOUS-TOTAL III	983	12,68%	1127	15,69%

TOTAL RESSOURCES	7751	100%	7182	100%
------------------	------	------	------	------

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU II : DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

ORIGINE DES FONDS	MONTANT 2022		MONTANT 2023	
	en K€	en %	en K€	en %
DILPÔMANTES (1)	0	0%	0	0%
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL ET QUALIFIANT (2)	7751	100%	7182	100%
INSERTION SOCIALE	0	0%	0	0%
TOTAL RESSOURCES	7751	100%	7182	100%

(1) Diplômes nationaux, titres homologués

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU III : CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES

CONVENTIONS	MONTANT INITIAL	EXECUTION			
		SOLDE 01.01.23	Utilisation au cours de l'exercice	Non réalisé au cours de l'exercice	SOLDE 31.12.23
Conseil Régional Nord Pas-de-Calais					
MAISON DES ENTREPRENEURS					
Accompagnement	1 177 306	0	1 177 306	0	0
Suivi	527 092	0	527 092	0	0
Incubatest	260 000	0	260 000	0	0
Collectivités territoriales					
- EPCI					
Accompagnement	227 360	0	221 120	6 240	0
Suivi	95 530	13 080	70 813	23 973	3 040
Incubatest	225 120	0	225 120	0	0
Europe					
- FEDER					
Accompagnement	1 533 354	0	1 533 354	0	0
Suivi	678 921	0	678 921	0	0
Incubatest	250 000	0	250 000	0	0
Etat					
Accompagnement et Suivi	7 600	6 080	3 040	0	3 040
Organisme divers					
Accompagnement et formation	1 350 970	50 856	1 126 331	4 937	115 300
TOTAL	6 333 253	70 016	6 073 097	35 150	121 380

Association BGE HAUTS DE FRANCE
Au 31 Décembre 2023

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU IV : HONORAIRES DE SOUS-TRAITANCE

CONVENTION	MONTANT INITIAL	SUIVI EXECUTION		
		SOLDE 01.01.23	Utilisation au cours de l'exercice	SOLDE 31.12.23
Organismes divers	72 854,76 €	0,00 €	72 854,76 €	0,00 €
TOTAL	72 854,76 €	0,00 €	72 854,76 €	0,00 €